

# Document

## Récession (24.04)

### **Le Monde – 23.04**

Que n'a-t-on entendu depuis des mois ? Oiseaux de mauvais augure, les médias auraient forcé le trait, nourri l'inquiétude, alimenté la "psychose" collective et, pour un peu, inventé une crise mondiale pour en faire leurs choux gras. Bref, la presse est tellement habituée à s'entendre reprocher son catastrophisme intéressé qu'on serait presque soulagé par les dernières nouvelles du front économique.

Dieu sait pourtant si elles sont mauvaises. A Londres, le gouvernement de Gordon Brown a présenté, mercredi 22 avril, un budget "de guerre" : injection massive d'argent public pour soutenir l'économie, déficit public historique en temps de paix (12,4 % du PIB, soit un doublement en un an), explosion de la dette britannique dans les trois ans à venir et pression fiscale vigoureusement renforcée sur les hauts revenus. C'est "le retour de la lutte des classes", titre le Daily Telegraph. A tout le moins, la fin de l'idylle de ces quinze dernières années entre les travaillistes et la City. Au point que le spectre d'une intervention du Fonds monétaire international (FMI) plane sur Londres, comme en 1976.

A Washington, ce sont les nouvelles prévisions du FMI qui ont fait l'effet d'une douche froide. En janvier encore, le Fonds tablait sur une légère progression, de 0,5 %, de la croissance mondiale. Il prévoit désormais pour 2009 un recul de 1,3 %, la croissance chinoise (+ 6,5 %) et indienne (+ 4,5 %) ne compensant plus la récession dans les autres pays, y compris aux Etats-Unis (- 2,8 %). Les perspectives sont particulièrement sombres en Europe, avec un recul de la croissance de 4,2 % dans la zone euro, et jusqu'à - 5,6 % en Allemagne.

A Paris, enfin, si la ministre de l'économie, Christine Lagarde, voit des "signaux positifs" dans l'automobile et l'immobilier, si le ministre du budget, Eric Woerth, estime que "la pente du toboggan commence à s'adoucir", le premier ministre, François Fillon, semble plus proche de la réalité quand il pronostique une "récession forte" cette année : une baisse de 3 % de la croissance, selon le FMI, et un chômage qui devrait repasser la barre des 10 % de la population active.

Nul doute que ce scénario noir va relancer le débat sur les choix économiques du gouvernement, quelques jours avant la mobilisation du 1er-Mai. L'orthodoxie budgétaire (relative) à laquelle il se tient n'est-elle pas contestée, jusque dans la majorité, par tous ceux qui le pressent d'adopter, par l'impôt et la dépense publique, des mesures de relance plus vigoureuses. Et nous en sommes.